



Après le Kazakhstan, l'ère des révolutions de couleur est terminée

Ce qui s'est passé au Kazakhstan ressemble de plus en plus à une tentative de coup d'État menée par les États-Unis, la Turquie, la Grande-Bretagne et Israël, déjouée de façon spectaculaire par leurs adversaires eurasiatiques.

Par [Pepe Escobar](#)

Mondialisation.ca, 16 janvier 2022

[The Cradle](#) 12 janvier 2022

L'année 2022 a commencé avec le [Kazakhstan en feu](#), une attaque sérieuse contre l'un des centres clés de l'intégration eurasiatique. Nous commençons seulement à comprendre ce qui s'est passé et comment.

Lundi matin, les dirigeants de l'Organisation du Traité de Sécurité collective (OTSC) ont tenu une [session extraordinaire](#) pour discuter du Kazakhstan.

Le président kazakh Kassym-Jomart Tokaïev l'a formulé succinctement. Les émeutes étaient « *cachées derrière des protestations non planifiées* ». L'objectif était de « *prendre le pouvoir* » – une tentative de coup d'État. Les actions étaient « *coordonnées depuis un centre unique* ». Et « *des militants étrangers étaient impliqués dans les émeutes* ».

Le président russe Vladimir Poutine est allé plus loin : pendant les émeutes, « *les technologies du Maidan ont été utilisées* », une référence à la place ukrainienne où les manifestations de 2013 ont renversé un gouvernement hostile à l'OTAN.

Défendant l'intervention rapide des forces de maintien de la paix de l'OTSC au Kazakhstan, Poutine a déclaré : « *il était nécessaire de réagir sans délai* ». L'OTSC sera sur le terrain « *aussi longtemps que nécessaire* », mais une fois la mission accomplie, « *bien sûr, l'ensemble du contingent sera retiré du pays* ». Les forces devraient quitter le pays dans le courant de la semaine.

Mais voici l'argument décisif : « *Les pays de l'OTSC ont montré qu'ils ne laisseront pas le chaos et les « révolutions de couleur » s'installer à l'intérieur de leurs frontières* ».

Poutine était en phase avec le secrétaire d'État kazakh Erlan Karin, qui a été le premier, officiellement, à appliquer la terminologie correcte aux événements survenus dans son pays : Ce qui s'est passé est une « *attaque terroriste hybride* », menée par des forces internes et externes, visant à renverser le gouvernement.

La toile hybride achevée

Pratiquement personne n'est au courant, mais en décembre dernier, un autre coup d'État a été discrètement déjoué dans la capitale kirghize, Bichkek. Les sources des services secrets

kirghizes attribuent l'ingénierie à une série d'ONG liées à la Grande-Bretagne et à la Turquie. Cela introduit une facette absolument essentielle de la grande image : Les services de renseignement liés à l'OTAN et leurs actifs pourraient avoir préparé une offensive simultanée de révolution de couleur à travers l'Asie centrale.

Lors de mes voyages en Asie centrale à la fin de l'année 2019, avant le Covid, j'ai pu constater que les ONG occidentales - des fronts de guerre hybride - restaient extrêmement puissantes au Kirghizistan et au Kazakhstan. Pourtant, elles ne sont qu'un nœud dans une nébuleuse occidentale de brouillard de guerre hybride déployée à travers l'Asie centrale, et l'Asie occidentale. Nous voyons ici la CIA et l'État profond des États-Unis s'entrecroiser avec le MI6 et différents courants de renseignements turcs.

Lorsque le président Tokaïev a fait référence, en code, à un « *centre unique* », il s'agissait d'une salle d'opérations de renseignement militaire américano-turco-israélienne jusqu'à présent « secrète », basée dans le centre d'affaires d'Almaty, dans le sud du pays, selon une source de renseignements très haut placée en Asie centrale. Dans ce « centre », 22 Américains, 16 Turcs et 6 Israéliens coordonnaient des gangs de saboteurs, formés en Asie occidentale par les Turcs, puis acheminés vers Almaty.

L'opération a commencé à s'effondrer pour de bon lorsque les forces kazakhes - avec l'aide des renseignements fournis par la Russie et l'OTSC - ont repris le contrôle de l'aéroport d'Almaty, qui avait été vandalisé et qui était censé devenir une plaque tournante pour la réception des fournitures militaires étrangères.

L'Occident a dû être stupéfait et livide en voyant comment l'OTSC a intercepté l'opération kazakhe à la vitesse de l'éclair. L'élément clé est que le secrétaire du Conseil national de Sécurité russe, Nikolai Patrouchev, a vu la situation dans son ensemble il y a des lustres.

Ce n'est donc pas un mystère que les forces aérospatiales et aérotransportées de la Russie, ainsi que l'énorme infrastructure de soutien nécessaire, étaient pratiquement prêtes à partir.

En novembre, le laser de Patrouchev était déjà concentré sur la dégradation de la situation sécuritaire en Afghanistan. Le politologue tadjik [Parviz Mullojanov](#) faisait partie des rares personnes qui soulignaient que pas moins de 8000 djihadistes salafistes de la machine impériale, expédiées par une filière clandestine depuis la Syrie et l'Irak, traînaient dans les régions sauvages du nord de l'Afghanistan.

C'est le gros de l'État islamique au Khorassan - ou l'État islamique reconstitué près des frontières du Turkménistan. Certains d'entre eux ont été dûment transportés au Kirghizistan. De là, il était très facile de traverser la frontière de Bichkek et de se présenter à Almaty.

Patrouchev et son équipe n'ont pas mis longtemps à comprendre, après la retraite impériale de Kaboul, comment cette armée de réserve djihadiste serait utilisée : le long des 7500 km de frontière entre la Russie et les « stans » d'Asie centrale.

Cela explique, entre autres, un nombre record d'exercices de préparation menés fin 2021 sur la 210e base militaire russe au Tadjikistan.

James Bond parle turc

L'effondrement de l'op kazakh désordonné commence nécessairement par les suspects habituels : l'État profond américain, qui a pratiquement « chanté » sa stratégie dans un rapport de 2019 de la RAND corporation, « [Extending Russia](#) ». Le chapitre 4, consacré aux « mesures géopolitiques », détaille tout, de « *fournir une aide létale à l'Ukraine* », « *promouvoir un changement de régime en Biélorussie* » et « *accroître le soutien aux rebelles syriens* » - autant d'échecs majeurs - à « *réduire l'influence russe en Asie centrale* ».

C'était le concept principal. La mise en œuvre a été confiée à la connexion MI6-Turquie.

La CIA et le MI6 investissaient dans des organisations douteuses en Asie centrale depuis au moins 2005, lorsqu'ils ont encouragé le Mouvement islamique d'Ouzbékistan (IMU), alors proche des Taliban, à faire des ravages dans le sud du Kirghizstan. Rien ne s'est produit.

L'histoire était complètement différente en mai 2021, lorsque Jonathan Powell, du MI6, a rencontré les dirigeants de Jabhat al-Nusra - qui regroupe de nombreux djihadistes d'Asie centrale - quelque part à la frontière turco-syrienne, près d'Idlib. L'accord prévoyait que ces « rebelles modérés » - selon la terminologie des États-Unis - cesseraient d'être qualifiés de « terroristes » tant qu'ils suivraient le programme anti-russe de l'OTAN.

Il s'agissait de l'un des principaux mouvements préparatoires de la filière djihadiste vers l'Afghanistan, avec une ramification vers l'Asie centrale.

La genèse de l'offensive remonte à juin 2020, lorsque l'ancien ambassadeur en Turquie de 2014 à 2018, Richard Moore, a été nommé à la [tête du MI6](#). Moore n'a peut-être pas un pouce de la compétence de Kim Philby, mais il correspond au profil : russophobe enragé, et partisan du fantasme du Grand Touran, qui promeut une confédération panturque de peuples turcophones allant de l'Asie occidentale et du Caucase à l'Asie centrale et même aux républiques russes de la Volga.

Le MI6 est profondément enraciné dans tous les « stans », à l'exception du Turkménistan autarcique, et exploite habilement l'offensive panturque comme le véhicule idéal pour contrer la Russie et la Chine.

Erdogan lui-même s'est investi dans une offensive hardcore pour le Grand Touran, surtout après la création du Conseil turc en 2009. Fait crucial, en mars prochain, le sommet du Conseil de la Confédération des États de langue turque - la nouvelle dénomination du Conseil turc - se tiendra au Kazakhstan. La ville de Turkestan, dans le sud du Kazakhstan, devrait être désignée comme la capitale spirituelle du monde turc.

Et là, le « monde turc » entre en conflit frontal avec le concept russe de partenariat de la Grande Eurasie, et même avec l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), dont la Turquie n'est pas membre.

L'ambition à court terme d'Erdogan semble d'abord n'être que commerciale : après la victoire de l'Azerbaïdjan dans la guerre du Karabakh, il compte utiliser Bakou pour obtenir un accès à l'Asie centrale via la mer Caspienne, sans oublier les ventes de technologie militaire du complexe industrialo-militaire turc au Kazakhstan et à l'Ouzbékistan.

Les entreprises turques investissent déjà massivement dans l'immobilier et les infrastructures. Et parallèlement, le soft power d'Ankara tourne à plein régime, recueillant enfin les fruits d'une forte pression, par exemple pour accélérer la transition au Kazakhstan

de l'écriture cyrillique à l'alphabet latin, à partir de 2023.

Pourtant, la Russie et la Chine sont toutes deux très conscientes que la Turquie représente essentiellement l'entrée de l'OTAN en Asie centrale. L'organisation des États turcs appelle de manière cryptique l'opération kazakhe « manifestations contre le carburant ».

Tout cela est très obscur. Le néo-ottomanisme d'Erdogan – qui est massivement acclamé par sa base des Frères musulmans – n'a essentiellement rien à voir avec le mouvement panturc, qui est un mouvement racialement prévoyant la domination par des Turcs relativement « purs ».

Le problème, c'est qu'ils convergent tout en devenant plus extrêmes, les Loups gris de la droite turque étant profondément impliqués. Cela explique pourquoi les services secrets d'Ankara parrainent et, dans de nombreux cas, militent à la fois pour la franchise El-Khorasan et pour le Grand Touran, de la Bosnie au Xinjiang en passant par l'Asie centrale.

L'Empire profite largement de cette association toxique, en Arménie, par exemple. Et il en sera de même au Kazakhstan si l'opération réussit.

Faites venir les chevaux de Troie

Toute révolution de couleur a besoin d'un cheval de Troie « maximum ». Dans notre cas, cela semble être le rôle de l'ancien chef du KNB (Comité de Sécurité nationale) Karim Massimov, aujourd'hui détenu en prison et accusé de trahison.

Très ambitieux, Massimov est à moitié ouïghour, ce qui, en théorie, a empêché ce qu'il considèrerait comme son ascension préétablie au pouvoir. Ses liens avec les services secrets turcs ne sont pas encore détaillés, contrairement à ses relations étroites avec Joe Biden et son fils.

Un ancien ministre de l'Intérieur et de la sécurité de l'État, le lieutenant-général Felix Kulov, a tissé un fascinant écheveau expliquant la dynamique interne possible du « coup d'État » intégré à la révolution de couleur.

Selon Kulov, Massimov et Samir Abish, le neveu du président du Conseil de Sécurité kazakh Noursoultan Nazarbaïev récemment démis de ses fonctions, ont supervisé jusqu'au cou des unités « secrètes » d'« hommes barbus » pendant les émeutes. Le KNB était directement subordonné à Nazarbaïev, qui était jusqu'à la semaine dernière le président du Conseil de Sécurité.

Lorsque Tokaïev a compris les mécanismes du coup d'État, il a rétrogradé Massimov et Samat Abish. Puis Nazarbaïev a « volontairement » démissionné de la présidence du Conseil de Sécurité qu'il avait occupée toute sa vie. Abish a ensuite obtenu ce poste, en promettant d'arrêter les « hommes barbus », puis de démissionner.

Cela indiquerait donc directement un affrontement Nazarbaïev-Tokaïev. C'est logique, car pendant ses 29 ans de règne, Nazarbaïev a joué un jeu à plusieurs volets, trop occidentalisé, qui n'a pas forcément profité au Kazakhstan. Il a adopté des lois britanniques, joué la carte panturque avec Erdogan et permis à un tsunami d'ONG de promouvoir un agenda atlantiste.

Tokaïev est un opérateur très intelligent. Formé par le service extérieur de l'ex-URSS, parlant couramment le russe et le chinois, il est totalement aligné sur la Russie et la Chine –

ce qui signifie qu'il est parfaitement en phase avec le plan directeur de la BRI, de l'Union économique eurasiatique et de l'OCS.

Tokaïev, tout comme Poutine et Xi, comprend comment cette triade BRI/UEAE/OCS représente le cauchemar impérial ultime, et comment la déstabilisation du Kazakhstan - un acteur clé de la triade - serait un coup mortel contre l'intégration eurasiatique.

Après tout, le Kazakhstan représente 60% du PIB de l'Asie centrale, des ressources pétrolières, gazières et minérales massives, des industries de pointe dans le domaine de la haute technologie : une république constitutionnelle, unitaire et laïque, dotée d'un riche patrimoine culturel.

Il n'a pas fallu longtemps à Tokaïev pour comprendre l'intérêt d'appeler immédiatement l'OTSC à la rescousse : Le Kazakhstan a signé le traité en 1994. Après tout, Tokaïev luttait contre un coup d'État mené par des étrangers contre son gouvernement.

Poutine, entre autres, a souligné combien une enquête officielle kazakhe est la seule habilitée à aller au fond des choses. On ne sait toujours pas exactement qui - et dans quelle mesure - a parrainé les émeutes. Les motifs ne manquent pas : saboter un gouvernement pro-russe/chinois, provoquer la Russie, saboter la BRI, piller les ressources minérales, accélérer « l'islamisation » à la manière de la Maison des Saoud.

Précipitée quelques jours seulement avant le début des « garanties de sécurité » russo-américaines à Genève, cette révolution de couleur a représenté une sorte de contre-ultimatum - en désespoir de cause - de l'establishment de l'OTAN.

L'Asie centrale, l'Asie de l'Ouest et l'écrasante majorité des pays du Sud ont été témoins de la réponse eurasiatique fulgurante des troupes de l'OTSC - qui, ayant fait leur travail, sont prêtes à quitter le Kazakhstan dans quelques jours - et de l'échec lamentable de cette révolution de couleur.

Elle pourrait aussi bien être la dernière. Méfiez-vous de la rage d'un Empire humilié.

Pepe Escobar

Article original en anglais : [After Kazakhstan, the color revolution era is over](#), The Cradle, le 12 janvier 2022.

Traduction [Réseau International](#)

La source originale de cet article est [The Cradle](#)
Copyright © [Pepe Escobar](#), [The Cradle](#), 2022

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca